Mais dans notre province on peut dire, comme le disait de notre ville, M. le Recorder Poirier, en juillet 1902, à propos de poursuites intentées contre des débiteurs de tabacs:

"La population se partage en deux éléments: les uns demandant que tout travail, tout amusement et tout commerce soit supprimé le dimanche; les autres veulent tolérer un certain commerce ce jour-là dans l'intérêt des classes qui n'ont que ce jour pour se récréer et même pour faire emplette de quelques friandises."

Ces derniers sont en majorité, en grande majorité, dans la province de Québec et c'est un ministre de Québec qui se propose d'aller à l'encontre de ceux qui professent une certaine tolérance!

Nous nous expliquons quelque peu ce qui se passe, les dernières élections municipales de Montréal nous donnent la clef du mystère. N'a-t-on pas reproché, en certains quartiers, à des échevins d'avoir voté en faveur du règlement No 281, du 2 juin 1902, amendement au règlement No 36 du 15 mars 1870. Pour certaines gens c'est un crime que d'avoir voté un règlement permettant la vente, le dimanche, des fruits, des cigares, des sucreries et des liqueurs de tempérance, crime que, d'après eux, auraient dû expier de la perte de leur siège, les échevins qui ont voté le dit règlement.

Si on a trouvé à Montréal une majorité d'échevins pour voter le règlement No 281, c'est qu'il y avait derrière ces échevins la majorité des électeurs qui réclamaient un amendement au règlement No 36. La preuve, c'est que la levée de boucliers contre les échevins qui avaient voté en faveur d'une certaine tolérance, n'a eu nul effet dans la dernière campagne électorale municipale.

L'élément qui demande que tout travail, tout amusement et tout commerce soit supprimé le dimanche, sait que ni maintenant, ni plus tard, le Conseil Municipal de Montréal ne reviendra en arrière pour ressusciter la Section 1ère du règlement No 36, car il aurait alors contre lui la grande majorité des électeurs.

Aussi, est-ce maintenant à une loi fédérale que l'élément dont nous venons de parler, s'adresse pour faire annuler le règlement No 281, moins étroit dans son esprit, que celui qu'il amendait.

Le Canada est un pays bien vaste, divisé en plusieurs provinces ayant chacune son gouvernement propre. A chacun de ces gouvernements locaux appartient le droit de voter les lois qui sont le mieux adaptées à son territoire, aux circonstances de temps et de lieu.

Si à Montréal il nous plaît de nous divertir le dimanche, de nous promener en voiture ou en tramways et si, à Toronto, par exemple, la majorité des habitants se prononçait pour un arrêt du

service des tramways le dimanche, une loi fédérale qui ordonnerait que, dans toute l'étendue du Canada, les tramways devraient cesser tout service le dimanche, tiendrait-elle compte des circonstances de lieu?

On dira peut-être qu'il n'est pas question de supprimer le fonctionnement des tramways le dimanche, que les besoins et les exigences de la vie moderne veulent qu'on en permette ou qu'on en tolère la marche le jour du repos dominical. Mais voilà une circonstance de temps à laquelle on se plierait volontiers.

Pourquoi donc ne se plierait-on pas aussi volontiers à celles de lieu et ne laisserait-on pas, comme aujourd'hui, la Cité de Montréal décider ce qui convient le mieux à sa population.

AUX MARCHANDS DE LA CAMPAGNE

Ordres à livrer au printemps

NOUS recommandons plus particulièrement cette année à tous les marchands de la campagne de se presser de passer leurs commandes pour marchandises d'approvisionnement.

Il y a à cela plusieurs raisons que nous allons dire aussi brièvement que possible.

Si on interroge les vieillards sur ce qu'ils pensent de l'arrivée de la bonne saison, ils vous disent que, d'après l'expérience, un hiver aussi rigoureux que celui que nous traversons amène un printemps hâtif et que, dans leur opinion, celui de 1904 viendra très à bonne heure.

Le bon sens semble indiquer que les vieillards ont raison.

En conséquence, un marchand prudent fera preuve de prévoyance en se préparant pour un printemps hâtif. Il aura en magasin tout son stock de marchandises du printemps avant l'arrivée des temps doux et ainsi ne manquera pas sa saison de ventes.

Tous les ans nous disons à nos lecteurs: si vous attendez pour demander qu'on vous livre vos marchandises du printemps que la date du 1er avril soit arrivée, vous vous exposez à des mécomptes, car trop d'ordres sont livrables à cette date et pas plus les fournisseurs que les compagnies de chemins de fer ne peuvent arriver à donner satisfaction à tous en même temps pour une prompte livraison.

Vers cette époque, les chemins des campagnes sont plus ou moins praticables et les marchandises partiraient-elles en temps, doivent, en certains cas, rester aux stations d'arrivée jusqu'à ce que les chemins permettent le charroyage de ces mêmes marchandises.

Ne vaut-il pas mieux payer un peu plus de fret et être certain que les marchandises arriveront à temps pour le début du printemps? Pour économiser quelques

sous, est-il nécessaire de risquer de perdre des piastres?

Les commerçants de gros nous demandent tous les ans d'attirer l'attention des marchands de la campagne sur ce dernier point qui est à l'avantage de tous. Il est impossible au commerce de gros d'expédier, à tous les clients à la fois les ordres pour livraisons dès que les tarifs d'été sont mis en vigueur par les compagnies de chemins de fer. Il faudrait ne pas se rendre compte du mouvement des affaires pour ne pas comprendre l'impossibilité matérielle du fait.

Un autre point à considérer cette année, c'est qu'on s'attend à une rareté de certains produits manufacturés, dans la ligne des ferronneries notamment. Ceux donc qui demanderont livraison immédiate auront l'avantage d'obtenir ces marchandises, leurs confrères qui tarderaient courront le risque d'attendre l'arrivée des nouveaux stocks.

Dans presque toutes les lignes, pour ne pas dire toutes, il y a plus à craindre une hausse qu'à espérer une baisse, car aussi bien dans la marchandise sèche que dans la ferronnerie, la quincaillerie et l'épicerie la note dominante est la fermeté des prix.

Comme conclusion, cette année moins que jamais, le marchand ne courra aucun risque en s'approvisionnant de bonne heure pour les besoins du printemps.

A TRAVERS LA GAZETTE OFFICIELLE

Association commerciale ou d'éducation?

IL y a des gens qui prétendent que la lecture des Gazettes officielles est ennuyeuse comme la pluie. On y trouve cependant parfois des choses plaisantes. La semaine dernière, nous avons parlé d'une Association Mutuelle qui voudrait rester mutuelle et être en même temps une société à capital par actions. Aujourd'hui, nous relevons une demande d'incorporation qui vaut la peine d'être notée au passage.

En effet, la *Gazette de Québec* a donné avis qu'une requête sera adressée à la Législature de Québec durant la prochaine session par MM. sténographe officiel, avocat, comptable, tous de Montréal, J. et P. beurriers et fromagers de pour l'incorporation des fabricants de beurre et de fromage de la province de Québec, sous le nom de "Association des Beurriers et Fromagers de la province de Québec," pour réglementer les procédés de fabrication et promouvoir les intérêts de ces industries dans la province, par tels moyens qui seront reconnus utiles avec tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien ce projet.

Certes, il est bon que les fabricants de